



*Lundi 22 novembre 1971,
à 10 h 50*

NEW YORK

Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

POINT 41 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement (A/8403/Add.1 [deuxième partie], A/8415/Rev.1, A/C.2/270)

1. M. PEREZ-GUERRERO (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) estime que la présentation du rapport du Conseil du commerce et du développement et la discussion à laquelle il donnera lieu revêtent une importance particulière pour deux raisons : premièrement, l'attention du Conseil s'est essentiellement portée, à sa dernière session, sur la préparation de la troisième session de la CNUCED; deuxièmement, le monde se trouve actuellement dans une situation particulièrement difficile, compte tenu de la crise du système monétaire international; cette crise aura nécessairement des conséquences très importantes pour l'avenir, et la communauté mondiale espère que l'examen que la CNUCED ne manquera pas de consacrer à cette situation donnera des résultats positifs.

2. L'ordre du jour provisoire pour la troisième session, qui a été approuvé à la onzième session du Conseil du commerce et du développement, tient compte des divers points de vue qui y ont été exposés et, bien qu'il puisse être considéré comme n'étant pas entièrement satisfaisant à tous les points de vue, il constitue une base utile pour l'action que la Conférence entreprendra en vue de parvenir à des résultats concrets et importants. On peut penser que l'ordre du jour provisoire couvre un champ trop vaste. Il est évident qu'il porte sur tous les domaines de compétence de la CNUCED, mais il comprend un certain nombre de points sur lesquels il devrait être possible de réaliser des progrès. L'essentiel est de définir ces points de sorte qu'ils fassent l'objet de l'effort principal et que la Conférence de Santiago soit un pas important vers la solution des problèmes du tiers monde, c'est-à-dire, en dernière analyse, des problèmes de toute la communauté internationale.

3. Il est naturel que les conclusions du Groupe des Soixante-Dix-Sept à Lima présentent les mêmes aspects que l'ordre du jour provisoire, dans la mesure où elles devaient nécessairement y être liées. M. Pérez-Guerrero a été impressionné à Lima par le sérieux et l'intérêt avec lesquels les délégations de plus de 90 pays se sont efforcées d'élucider

leurs problèmes en vue de la troisième session de la CNUCED. Ces efforts n'auront pas été vains car ils auront permis, non seulement de cimenter l'union des pays du Groupe des Soixante-Dix-Sept, mais aussi d'établir des directives suffisamment précises pour les travaux préparatoires qui se poursuivent ainsi que pour la Conférence elle-même. La solidarité des pays en voie de développement doit faciliter l'indispensable solidarité de l'ensemble de la communauté internationale. Celle-ci ne peut exister sans celle-là et il ne s'agit pas seulement d'une solidarité de mots ou de convictions, mais d'une solidarité militante qui se traduit dans les faits. Les réunions préparatoires du Groupe des pays de l'OCDE et celles du Groupe des pays du CAEM ne sont pas encore terminées et il ne fait aucun doute que la Déclaration et les principes du programme d'action de Lima y seront envisagés d'une façon constructive. Il faut donc s'attendre que ces réunions suscitent d'autres éléments positifs qui faciliteront les travaux et, par conséquent, le succès de la troisième session. A la demande du Conseil du commerce et du développement, M. Pérez-Guerrero a procédé, après la onzième session du Conseil, à des consultations avec les représentants des gouvernements au sujet des recommandations à faire à l'Assemblée générale en ce qui concerne les dispositions relatives à l'organisation de la troisième session de la CNUCED. Pour ce qui est des questions qui ont fait l'objet des consultations, il est recommandé que la Conférence ait lieu du 13 avril au 17 mai 1972 et qu'elle soit précédée d'une réunion d'organisation de deux jours. La douzième session du Conseil du commerce et du développement aurait lieu à Santiago immédiatement après la Conférence, c'est-à-dire les 18 et 19 mai 1972.

4. Il est également recommandé que, sans préjudice de la création d'organes spéciaux de session chargés d'examiner les questions qui méritent un traitement spécial, des groupes importants de questions soient renvoyés à la Conférence pour qu'elle les examine en séance plénière et à six grandes commissions qui seraient créées conformément à l'article 62 du règlement de la Conférence. La réunion préalable examinera des propositions concernant des questions d'administration, de procédure et d'organisation de la Conférence. Pour ce qui est des dispositions qui reviennent au Gouvernement chilien, c'est-à-dire à la commission que celui-ci a constituée à cet effet, M. Pérez-Guerrero est d'avis que ses travaux se déroulent de façon satisfaisante et que, compte tenu de la volonté fervente qui se manifeste à tous les niveaux ainsi que du schéma d'organisation qui y est appliqué systématiquement, il est permis d'envisager que les bâtiments seront prêts quelques semaines avant le début de la Conférence.

5. Tous les points inscrits à l'ordre du jour provisoire revêtent un intérêt pour quelques membres ou pour tous les

membres de la Conférence, et il est permis d'espérer que des progrès concrets seront réalisés sur ces points ou que, à tout le moins, leurs divers aspects seront élucidés de façon à faciliter leur examen ultérieur.

6. Néanmoins, selon M. Pérez-Guerrero, certains points revêtent une importance particulière. C'est le cas notamment de l'accès aux marchés, tant en ce qui concerne les produits de base que les articles manufacturés et semi-finis. Outre le système général de préférences qui sera examiné par la Conférence, les barrières non tarifaires concernant certains produits dont l'exportation revêt un intérêt particulier pour les pays en voie de développement doivent d'urgence retenir l'attention en vue de les éliminer ou de les réduire progressivement en attendant de parvenir à un accord à l'échelle mondiale sur cette question. Il est de plus en plus évident qu'il faut faire en sorte que les exportations des pays en voie de développement répondent mieux aux besoins des consommateurs des pays développés en ce qui concerne certains produits d'importance critique. Comme on l'a déjà dit à maintes reprises, les pays développés bénéficieraient de cette politique au même titre que les pays en voie de développement car ils pourraient ainsi importer des produits des pays en voie de développement à meilleur prix et ils pourraient orienter leurs systèmes de production vers des activités réellement rémunératrices qui ne nécessiteraient ni subventions ni d'autres formes de protection. Chaque pays développé devrait préciser les politiques qui faciliteraient ce processus de transition grâce à des mesures d'ajustement semblables à celles que certains ont déjà commencé à appliquer. C'est là le seul moyen d'intensifier et de diversifier les exportations des pays en voie de développement tant en ce qui concerne les produits que les marchés. A cet égard, il y a lieu de souligner que le processus de diversification systématique qui s'effectuera grâce à l'ouverture des marchés devra s'accompagner d'une action efficace de recherche et développement. Néanmoins, la question du prix des produits de base revêt une importance particulière en toute circonstance, et singulièrement dans les circonstances actuelles. Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'ils doivent être stables, rémunérateurs et équitables, mais il s'agit surtout de déterminer quels doivent être les mécanismes appropriés et quels doivent être les niveaux des prix. La chute actuelle du prix des matières premières et la détérioration des termes de l'échange exigent d'urgence une action concertée car il n'est pas possible que les prix des articles manufacturés continuent à augmenter, occasionnant ainsi une inflation chez les pays en voie de développement et que, d'autre part, les prix des produits de base dont l'exportation est la source principale de devises pour les pays en voie de développement, continuent à baisser. Jusqu'à présent, les accords internationaux sur les produits de base n'ont pas donné les résultats attendus; en effet, comme chaque produit fait l'objet d'un examen particulier, les négociations se prolongent à l'excès. On espérait que l'accord sur le sucre¹ susciterait des accords semblables mais celui du cacao, dont la négociation a commencé avant la création de la CNUCED, semble encore ne pouvoir se concrétiser définitivement, au grand dam des pays producteurs. Les efforts se poursuivent avec persévérance et l'appui qu'apportent à

cette entreprise producteurs et consommateurs continuera à être mis à profit.

7. L'augmentation du fret maritime pour la grande majorité des marchandises qui font l'objet des échanges commerciaux des pays en voie de développement suscite une inquiétude accrue. En général, la Conférence devra examiner les pratiques des conférences maritimes en vue de mettre au point un code de conduite qui permette d'améliorer nettement les rapports entre armateurs et chargeurs.

8. En matière de financement, il faut d'abord espérer qu'interviendra, dans le cadre du nouveau système monétaire international, une modalité tendant à transférer des ressources réelles aux pays en voie de développement, par exemple en établissant ce que l'on appelle désormais un lien entre les réserves créées spécialement et l'aide financière supplémentaire au développement. D'autre part, le problème de la dette extérieure affectera de plus en plus gravement un nombre accru de pays en voie de développement si l'on n'essaie pas de le résoudre avant qu'il ne crée une situation alarmante. Pour cela, il faudra en particulier qu'au lieu de devenir de plus en plus strictes, les conditions et modalités de l'assistance financière deviennent plus favorables pour que soit allégé le service de la dette pour les pays en voie de développement et pour qu'une augmentation ait lieu dans le volume de l'aide officielle à ces pays. Il importe d'examiner la situation de l'endettement de chaque pays dans le cadre de ses problèmes de développement et d'étudier ces deux aspects de façon cohérente.

9. En général, il faut espérer que la Conférence de Santiago permettra de réaffirmer et d'amplifier ce qui a été établi aux termes de la Stratégie internationale du développement en ce qui concerne les objectifs de l'aide officielle.

10. Quant au transfert des techniques, les pays en voie de développement devraient bénéficier d'un traitement préférentiel, faute de quoi leurs efforts dans les domaines commercial et financier risqueraient d'être entravés et compromis. La CNUCED a déjà fait œuvre utile dans ce domaine et continuera son action en coopération étroite avec les autres organismes des Nations Unies.

11. La question des pays les moins avancés occupe une place importante dans l'ordre du jour provisoire. Les difficultés que pose l'aspect pratique de ce problème peuvent et doivent être surmontées compte tenu de l'impérieuse nécessité de prendre les mesures nécessaires pour faciliter le développement de ces pays qui en sont à peine au stade initial. Le fait que l'identification d'un noyau des pays en voie de développement les moins avancés a fait l'objet d'un accord constitue déjà un progrès dans ce domaine, encore que la liste établie à ce sujet doive faire l'objet d'un examen constant et qu'il faille tenir compte des pays particulièrement désavantagés dans leurs régions respectives et dans des secteurs économiques d'importance critique. Dans la mesure où elle a pu concrétiser une série de mesures qui devraient faciliter l'approbation d'un programme d'action pour les pays les moins avancés, la Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept représente un progrès sur la dernière session du Conseil du commerce et du développement. La Conférence sera saisie

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 654 (1969), No 9369.

d'un rapport contenant les conclusions auxquelles aboutira le Groupe d'experts qui soit se réunir en décembre conformément à la résolution adoptée par le Conseil en la matière. La Conférence devra également adopter une série de mesures supplémentaires en faveur des pays sans littoral, compte tenu du fait que presque tous ces pays appartiennent à la catégorie des pays les moins avancés.

12. Du fait que le mandat de la CNUCED consiste à favoriser tous les courants du commerce international, les échanges entre les pays à système économique et social différent, et en particulier entre les pays socialistes et les pays en voie de développement, revêtent pour elle une importance particulière. Il a toujours été reconnu que ces échanges offrent des possibilités dont il serait possible de tirer parti de façon plus intensive et plus extensive qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. L'examen de cette question devrait donner lieu à de nouvelles directives qui confirmeront et prolongeront celles qui ont déjà été établies.

13. Les efforts que les pays du tiers monde doivent eux-mêmes déployer sont évidemment fondamentaux et la Conférence abordera également cette question, surtout en ce qui concerne la mobilisation des ressources intérieures ainsi que l'expansion du commerce et l'intégration économique entre pays en voie de développement. Il ne s'agit pas de s'en tenir au modèle que constituent les pays plus développés : chaque pays et chaque peuple, ou chaque groupe de pays ou de peuples, doit rechercher les solutions les mieux adaptées à sa situation, mais chacun a besoin de réformes de structure sans lesquelles la croissance ne pourra s'accompagner de développement. Il faut s'efforcer d'éliminer progressivement, avec une détermination égale à celle qu'on apporte à réduire l'écart qui sépare le tiers monde des pays industrialisés, les disparités existant entre le petit nombre de riches et la multitude de pauvres dans chaque pays en voie de développement.

14. L'examen de quelques-uns des points de l'ordre du jour provisoire conduit à l'étude d'éventuelles réformes institutionnelles de la CNUCED, problème qui sera abordé dans son ensemble conformément à la résolution 1995 (XIX). Cet examen fournira l'occasion de modifier les structures en vue de les rendre plus efficaces à la lumière de ce que la CNUCED doit accomplir au cours de la deuxième Décennie du développement. A cet égard, la CNUCED doit assumer une responsabilité particulièrement étendue et importante pour ce qui est de la mise en marche d'une bonne partie de la Stratégie internationale du développement ainsi que de l'évaluation des résultats, dans le cadre que fixera l'Assemblée générale. La CNUCED doit consolider et affirmer l'entité et l'identité qui lui sont propres dans le cadre de ce système pour mieux contribuer à atteindre les objectifs communs.

15. La situation économique mondiale actuelle est loin d'être claire et elle se caractérise par un malaise assez généralisé qui découle de l'incertitude créée par la crise monétaire et les mesures protectionnistes qui ont été prises ou risquent de l'être en matière de commerce. Le pire sera évité si le monde prend conscience de sa responsabilité de créer sans délai un ordre économique nouveau. Il convient de mettre à profit la libéralisation du commerce à laquelle on est parvenu au cours des 25 dernières années pour

poursuivre une expansion économique fondée sur la prospérité de tous ainsi que sur une politique efficace du développement. Mais il faut aller plus loin encore sur cette voie, particulièrement en ce qui concerne les échanges des pays du tiers monde. L'occasion s'offre maintenant d'opérer des réformes fondamentales dans le système international des échanges et des paiements. Il est compréhensible qu'on s'efforce surtout actuellement de résoudre le problème urgent du réaligement des monnaies des divers pays, en particulier des grandes nations commerçantes, mais cela n'est pas suffisant si l'on veut prévenir de nouvelles crises. La collaboration de tous les pays est indispensable à cette fin. Il est satisfaisant de noter la détermination avec laquelle les pays en voie de développement collaborent pour mettre sur pied les structures d'un nouveau système monétaire et qui vient de leur conviction que l'économie mondiale ne peut être remise sur le droit chemin que grâce à un nouveau système monétaire et que, s'ils ne participent pas aux travaux visant à l'établir, il est possible sinon probable que les impératifs du développement n'entreront pas en ligne de compte. Il ne fait aucun doute que le nouveau système devrait faciliter, de façon appropriée quant à son volume et à ses conditions, le transfert de ressources aux pays en voie de développement, et ce sur des bases suffisamment stables et sûres pour donner une impulsion nouvelle à la tâche constante et exigeante du développement.

16. Ainsi, le système monétaire international disposerait de points d'appui plus larges et plus sûrs, du fait que non content de stimuler l'œuvre de développement, il communiquerait une dynamique saine et constante aux courants commerciaux entre pays en voie de développement et pays développés, ce qui aurait une influence équilibrante et positive sur le fonctionnement du système dans son ensemble. Les pays du tiers monde sont en mesure de continuer à assumer la charge principale des efforts de développement, mais ils pourraient le faire beaucoup plus efficacement et avec beaucoup plus de chances de succès si tout ce qui leur revient de l'exploitation de leurs propres ressources naturelles était à leur portée et à leur disposition et si une assistance extérieure venait compléter leurs efforts sans que pèse sur eux l'incertitude de l'avenir. Dans ce domaine, tous les pays, grands et petits, sont solidaires, et aucun ne souhaite que la prospérité des uns soit au détriment des autres. On ne peut concevoir la prospérité des pays faibles sans une atmosphère prospère et propice dans les pays forts, encore que la prospérité de ceux-ci puisse, dans une certaine mesure, se faire au détriment de celle des pays faibles. C'est ce que la communauté mondiale veut éviter non seulement parce que cela équivaldrait à perpétuer une situation injuste mais aussi parce que, en définitive, cela finirait par saper les bases mêmes de l'économie des pays forts et du monde entier.

17. Personne ne doute de l'utilité des consultations dans des groupes limités des pays en vue de résoudre certains problèmes graves qui affectent le monde. Mais le cadre de ces consultations doit, en temps voulu, s'étendre à tous les pays ou groupes de pays qu'elles intéressent. En définitive, c'est dans les organes représentatifs à l'échelle mondiale que devront être négociées et prises les décisions qui en résulteront. Des mesures prises récemment ont affecté en particulier, on l'a vu, les pays du tiers monde, du fait de la vulnérabilité de leur économie. Leur pouvoir d'achat

extérieur a diminué et le chômage s'y est répandu, de même que le sous-emploi. Or ils ne sont pas responsables de la crise actuelle; au contraire, ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter que la situation monétaire ne s'aggrave. Ces faits font ressortir la nécessité non seulement de mettre sur pied un nouvel ordre monétaire qui tienne compte des intérêts de tous les pays, mais également d'accorder une attention particulière aux besoins financiers du développement en protégeant en outre, dans la mesure du possible, les pays du tiers monde des répercussions fâcheuses que peuvent avoir les mesures d'ajustement que l'on est amené à prendre.

18. La Commission des invisibles et du financement lié au commerce qui se réunira prochainement à Genève examinera un rapport que le Secrétariat a préparé à la demande du Conseil du commerce et du développement, à la suite de la crise monétaire. Il est très souhaitable de profiter de cette occasion pour préciser les notions et les grandes orientations d'une action visant à servir essentiellement les intérêts des pays en voie de développement, en attendant que la Conférence examine ces problèmes. Il est urgent de prendre sans plus tarder des mesures qui dissipent l'incertitude et rétablissent la confiance indispensable pour que l'économie mondiale retrouve un dynamisme véritable, ainsi que d'ériger rapidement, mais sans précipitation, les nouvelles bases du système monétaire international.

19. Outre la crise monétaire, d'autres facteurs de l'économie mondiale doivent être envisagés sous un nouvel angle, compte tenu de la rapide transformation et de la grande fluidité de cette économie. Les groupements économiques des pays industriels sont de plus en plus puissants et de plus en plus étendus. La Communauté économique européenne, déjà très puissante, est sur le point de s'étendre. On va aussi vers l'intégration au sein du Conseil d'aide économique mutuelle qui groupe les pays socialistes d'Europe orientale. La participation croissante de la République populaire de Chine aux échanges mondiaux recevra sans doute un élan nouveau du fait de sa participation directe aux activités de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes apparentés tels que la CNUCED où elle jouera sans nul doute un rôle très constructif. Par ailleurs, le commerce extérieur du Japon continue d'augmenter à un rythme impressionnant, encore que moins rapide ces derniers mois. Ces faits s'ajoutent à d'autres phénomènes d'une grande importance tels que, par exemple, les extraordinaires progrès scientifiques et techniques qui affectent presque toutes les activités humaines. Simultanément, les entreprises multinationales du monde développé qui s'appuient sur les techniques qu'elles contribuent à créer et à orienter, sont de plus en plus nombreuses et puissantes. En outre, malgré la menace que présentent certaines situations, les possibilités d'une paix réelle dans le monde entier devraient se concrétiser dans un proche avenir, donnant ainsi une base plus ferme à l'effort de désarmement et, par conséquent, à l'entreprise commune du développement. Le monde se trouve placé devant un défi qui, jusqu'à présent, s'est rarement présenté dans son histoire. S'il réagit positivement, on pourra entrevoir le commencement d'une ère nouvelle où tous les peuples pourront partager une prospérité dynamique et durable. En réalité, c'est là la seule voie dans laquelle la communauté mondiale doit s'engager car, si elle ne relève pas le défi en

temps voulu, elle devra faire face à des conséquences économiques et sociales d'une portée et d'une ampleur incalculables et, peut-être, irréparables.

20. D'autres problèmes d'importance générale sont examinés par les organismes des Nations Unies, tels que par exemple la nécessité de lutter contre la désastreuse pollution de l'environnement et celle de tirer profit des ressources du fond des mers. Personne ne met en doute ces nécessités, mais elles ne doivent pas porter préjudice à celles du développement, qui restent prioritaires. En un certain sens, elles s'inscrivent dans un même cadre où l'on cherche à faire coexister la prospérité et la justice. On ne saurait s'efforcer de répondre à certaines de ces nécessités sans s'efforcer de répondre également aux autres afin de progresser sur des bases solides et sûres. La CNUCED doit mettre pleinement à profit les possibilités qui s'offrent à elle. Il ne fait aucun doute que l'Accord sur le sucre et celui sur les préférences sans discrimination ni réciprocité en faveur des pays en voie de développement constituent, entre autres, des progrès importants qui maintiennent la confiance dans la CNUCED. Mais, dans le cas des préférences, tout le monde attend certaines décisions importantes qui assureront l'application immédiate et totale de cet accord. Avec la conclusion d'un accord international sur le cacao, cela contribuera grandement à susciter un climat propice pour la Conférence de Santiago.

21. Tous les efforts doivent tendre à assurer le succès de cette conférence car elle constitue une occasion qui semble ne se présenter que tous les quatre ans et la Conférence de Santiago aura lieu au début de la deuxième Décennie du développement.

22. Si l'on veut qu'à sa prochaine session, qui aura lieu au moment de l'évaluation à mi-chemin de la Décennie, la Conférence puisse constater d'importants progrès sur un large front dans le sens des objectifs de la Stratégie internationale du développement, il est indispensable de prendre à la Conférence de Santiago les décisions importantes qui ouvriront la voie à ces progrès. C'est là le seul moyen de s'assurer qu'à la fin de la Décennie, le monde se trouvera en pleine transformation, où commencera à se dessiner avec précision une nouvelle répartition, plus juste et plus rationnelle du travail.

23. M. BRILLANTES (Philippines), parlant en qualité de président de la onzième session du Conseil du commerce et du développement, en présente le rapport [A/8415/Rev.1 (troisième partie)]. Il rappelle que, en vertu de la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale, relative à la constitution de la CNUCED, le Conseil remplit les fonctions de comité préparatoire de la Conférence. La tâche majeure du Conseil à sa onzième session a donc été d'adopter un projet d'ordre du jour provisoire pour la troisième session de la Conférence. Cette tâche revêtait une importance particulière du fait que la Stratégie internationale du développement avait déjà été adoptée par l'Assemblée générale. La onzième session constituait donc le lien entre la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, au cours de laquelle la Stratégie avait été adoptée, et la troisième session de la CNUCED, qui doit avoir lieu au début de l'année 1972.

24. Les documents de base qui ont servi de point de départ aux débats du Conseil sur le projet d'ordre du jour provisoire pour la troisième session étaient la liste des questions établie par le Secrétaire général de la CNUCED et les grandes lignes de l'avant-projet d'ordre du jour provisoire présentées à la dixième session du Conseil par le Groupe de 31 pays en voie de développement membres du Conseil. Avant même la onzième session, le Secrétaire général de la CNUCED avait eu de longues consultations, sur la base de ces listes, avec des représentants de tous les groupes. Grâce au dévouement dont il a fait preuve, un travail préparatoire très utile a pu ainsi être accompli avant la onzième session. Le projet d'ordre du jour provisoire adopté par le Conseil constitue la décision 83 (XI) et se trouve dans l'annexe I du document à l'examen. M. Brillantes recommande que l'Assemblée générale en prenne acte. Le Conseil a adopté cet ordre du jour dans l'attente que la Conférence aurait lieu à Santiago du Chili du 13 avril au 17 mai 1972 et serait précédée par une réunion de hauts fonctionnaires les 11 et 12 avril. M. Brillantes recommande donc à l'Assemblée générale de convoquer officiellement la troisième session de la CNUCED du 11 avril au 17 mai 1972, à Santiago. Il a d'autre part soumis au Conseil, à sa onzième session, des propositions concernant des questions d'organisation, d'administration et de procédure de la Conférence. Le Secrétaire général de la CNUCED a fait déjà rapport à la Commission sur les consultations qu'il a entamées à ce sujet.

25. Le Conseil a pris d'autres décisions qui auront une incidence sur la troisième session de la Conférence; la première concerne une étude concrète de l'évolution des termes de l'échange à plus long terme, du point de vue en particulier de la situation des pays en voie de développement et surtout des moins avancés d'entre eux, que le Secrétaire général de la CNUCED devra effectuer et présenter à la troisième session de la Conférence; la deuxième concerne le renvoi à la troisième session de la Conférence de deux projets de résolution de la Commission des articles manufacturés, relatifs à la libéralisation des obstacles non tarifaires; aux termes de la troisième décision, le Secrétaire général de la CNUCED doit élaborer un programme d'action d'ensemble, dans le domaine de compétence de la CNUCED, sur des mesures supplémentaires en faveur des pays en voie de développement sans littoral et le présenter à la troisième session de la Conférence; enfin, la quatrième décision concerne le renvoi des élections aux grandes commissions du Conseil à la douzième session du Conseil, qui doit avoir lieu à Santiago aussitôt après la troisième session de la Conférence.

26. En outre, le Conseil a adopté un certain nombre de résolutions : la résolution 79 (XI) sur les mesures visant à améliorer sa documentation; la résolution 80 (XI), qui traite des dispositions institutionnelles au sein de la CNUCED concernant le système généralisé de préférences; la résolution 81 (XI) sur la mise en œuvre des recommandations de la Conférence; la résolution 82 (XI) sur les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés; la résolution 84 (XI) concernant les incidences de la situation monétaire internationale actuelle sur le commerce mondial et le développement, en particulier des pays en voie de développement; la résolution 85 (XI) sur une conférence de négociation sur le cacao; la

résolution 86 (XI) sur les problèmes et politiques des produits de base; la résolution 87 (XI) sur le calendrier des réunions pour 1972 et 1973, établi sous réserve d'une révision à la treizième session du Conseil.

27. Les possibilités d'élargir les zones d'accord à partir desquelles on a établi le projet d'ordre du jour provisoire pour la troisième session de la Conférence n'ont pas été épuisées. C'est à cette fin que les pays en voie de développement se sont réunis à Bangkok, où le Groupe asiatique a adopté la Déclaration de Bangkok de 1971, à Addis-Abeba, où le Groupe africain a approuvé un rapport sur ses travaux préparatoires pour la troisième session de la CNUCED, et, enfin, à Lima, où le Groupe latino-américain a adopté le consensus de Lima. Toutes ces réunions préparaient la deuxième réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept qui vient de se terminer à Lima après avoir adopté la Déclaration et les principes du programme d'action de Lima (A/C.2/270 et Corr.1). Ce document contient des propositions constructives qui pourront faciliter la prise de décisions à Santiago. Il faut espérer que, comme les y invite le document, les pays développés à économie de marché aussi bien qu'à économie planifiée étudieront soigneusement ce texte et formuleront chacun leur position vis-à-vis du programme d'action. En outre, il serait bon que, conformément à la coutume établie de la CNUCED, des consultations aient lieu à Genève entre les différents groupes en vue de préparer la Conférence de Santiago. M. Brillantes fait à ce propos l'éloge du système de groupes à la CNUCED qui avait donné lieu au début à des inquiétudes et même à des critiques mais qui, en fait, a facilité la prise de décisions et a souvent permis d'aller de l'avant sans procéder à un vote. Enfin, il remercie les délégations, le Secrétaire général et les fonctionnaires du Secrétariat de leur collaboration lors de la onzième session du Conseil.

28. M. NAIK (Pakistan), parlant en sa qualité de rapporteur général de la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, présente la Déclaration et les principes du programme d'action de Lima adoptés par la Conférence (A/C.2/270).

29. Pour que les principes et le programme d'action soient appliqués, il est naturellement indispensable que tous les pays manifestent la volonté politique nécessaire.

30. Dès la première Conférence du Groupe des Soixante-Dix-Sept (comme il était alors connu), les pays en voie de développement se sont rendu compte que leur action en vue d'assurer leur développement, sur le plan individuel, gagnerait à être concertée au sein de ce groupe dans l'intérêt de la sécurité économique sur le plan collectif.

31. Malgré l'adoption de la Stratégie internationale du développement, les présages sont plutôt sombres pour les pays en voie de développement. Leur part dans le commerce mondial continue à diminuer et ne se chiffrait plus qu'à 17,6 p. 100 en 1970. Le protectionnisme s'implante de plus en plus sur les marchés des pays développés et vise, dans une certaine mesure, les importations d'articles manufacturés en provenance des pays en voie de développement. Au cours des années 60, le revenu par habitant des pays développés a accusé une augmentation de plus de 650

dollars des Etats-Unis, alors que pour les pays en voie de développement, le chiffre correspondant n'a progressé que de 40 dollars environ. Les réserves en devises des pays en voie de développement restent minimes par rapport à l'immensité de leurs besoins en biens d'équipement, biens industriels intermédiaires et compétences techniques, sans lesquels ils ne peuvent accélérer leur développement. En pourcentage du produit national brut, le courant des capitaux des pays développés vers les pays en voie de développement accuse un ralentissement. La hausse des prix qui résulte de l'inflation diminue la valeur réelle des transferts de capitaux aux pays en voie de développement. Les conditions de l'aide financière deviennent de plus en plus défavorables; c'est là une des causes premières du taux alarmant d'augmentation du service de la dette extérieure qui, à la fin de 1969, atteignait environ 60 milliards de dollars pour l'ensemble des pays en voie de développement. Ce bilan ne tient pas compte du retard technique toujours grandissant impossible à chiffrer qu'accusent les pays en voie de développement par rapport aux pays développés. Quoi qu'il en soit, l'événement le plus désastreux a été l'effondrement, le 15 août 1971, du système monétaire international.

32. Si l'objectif officiel de la Réunion ministérielle de Lima était d'arrêter une position commune quant au programme de travail pour la troisième session de la CNUCED, les dispositions du document final de la Conférence de Lima reflètent une prise de position plus fondamentale. La gravité de la situation économique internationale donne en effet une signification beaucoup plus grande à la Déclaration, aux principes et au programme d'action qui ont été adoptés à Lima. Il n'est que naturel que l'aggravation et l'incertitude de la situation économique internationale aient engendré, tant parmi les pays qu'au sein des groupements régionaux, des pressions considérables en vue de sauvegarder leurs intérêts économiques propres. Cela étant, l'harmonisation des diverses positions nationales et régionales revêt une importance accrue. Le fait que les pays membres du Groupe des Soixante-Dix-Sept ont pu arrêter une position commune traduit leur fidélité aux principes adoptés dans la Charte d'Alger² ainsi qu'à la conception de l'unité du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

33. Pour ces pays, il était devenu impérieux de formuler les principes et de mettre au point les programmes qui serviraient de base à une action future qui soit juste, équitable et réaliste.

34. L'état d'esprit qui a régné à la Réunion ministérielle de Lima est éloquemment dépeint dans la Déclaration commune de la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, dans laquelle les représentants de ces pays disent que les espoirs qui les animaient au moment de l'adoption de la Charte d'Alger en 1967 ont été déçus et qu'une fois de plus, ils mettent l'opinion publique mondiale devant des faits, des chiffres, des arguments et des programmes, convaincus que la compréhension des hommes d'Etat du monde développé s'éveillera davantage et leur

inspirera la volonté politique nécessaire pour insuffler une vie nouvelle à la coopération internationale.

35. Les ministres du Groupe des Soixante-Dix-Sept se sont dits animés d'un même désir d'harmoniser les positions des pays en voie de développement, de mettre au point les moyens permettant de passer en revue l'application des mesures de politique générale déjà convenues et de rechercher de nouveaux terrains d'entente, ainsi que d'élaborer de nouveaux concepts, principes et mesures supplémentaires en vue de favoriser la coopération internationale, de faire en sorte que les pays en voie de développement les moins avancés et les pays en voie de développement sans littoral puissent bénéficier pleinement et équitablement des mesures économiques prises à l'échelle internationale, de renforcer l'unité et la solidarité du Groupe des Soixante-Dix-Sept et d'inviter la communauté internationale à entreprendre d'urgence une action qui soit à la mesure des besoins de développement des pays en voie de développement, pour aider ces pays à accélérer le rythme de la croissance économique et à améliorer sensiblement le niveau de vie de leurs peuples.

36. Dans le contexte de la situation économique internationale actuelle, la Déclaration de Lima énonce les causes du faible taux de croissance économique des pays en voie de développement. De l'avis de ces pays, la structure actuelle des relations économiques internationales est fondée sur une division internationale du travail anachronique et irrationnelle. Les pays développés n'ont pas adopté des politiques commerciales et monétaires pleinement adaptées aux besoins et aux intérêts des pays en voie de développement. La course aux armements, le maintien du colonialisme, de la discrimination raciale et de l'*apartheid*, l'occupation des territoires d'autres Etats contribuent à aggraver la situation économique. Malgré ces circonstances peu encourageantes et la carence des pays développés, le Groupe des Soixante-Dix-Sept a réaffirmé sa foi dans la coopération internationale et a souligné que la responsabilité du développement économique des pays en voie de développement incombe au premier chef à ces pays eux-mêmes. Pour favoriser la coopération qui doit contribuer au progrès général, la communauté internationale doit absolument s'acquitter de l'obligation qu'elle a d'édifier, à l'échelle mondiale, un ordre économique et social plus juste, dans le cadre d'un programme d'action exécuté dans des délais déterminés. Les pays en voie de développement estiment que, pour amener une transformation rapide de l'ordre économique mondial, en particulier dans le domaine du commerce, des finances, des transports maritimes, des invisibles et des techniques, il faut instaurer une division internationale du travail plus rationnelle, adhérer à certains principes fondamentaux déjà adoptés, éliminer les obstacles au progrès des pays en voie de développement, adopter des mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, reconnaître le fait que tout pays a le droit souverain de disposer librement de ses ressources naturelles, assurer la pleine participation des pays en voie de développement, dans des conditions d'égalité avec les autres membres de la communauté internationale, aux décisions relatives à la réforme du système commercial et monétaire mondial et enfin promouvoir un transfert massif des techniques d'exécution aux pays en voie de développement.

² Voir *Actes de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.II.D.14), annexe IX, p. 473.

37. Le programme d'action adopté à Lima doit être considéré comme un cadre dynamique en vue de l'application progressive des mesures nécessaires. Au nombre des questions de politique générale, le Groupe des Soixante-Dix-Sept a exprimé l'inquiétude que lui cause la crise monétaire actuelle qui résulte d'un déséquilibre entre les pays développés à économie de marché. Cette crise pourrait avoir des effets désastreux sur tous les pays, en particulier sur les pays en voie de développement. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept estime que les difficultés de balance des paiements entre pays développés à économie de marché ne devraient pas servir à justifier l'adoption de mesures qui restreignent le commerce des pays en voie de développement, retardent la libéralisation du commerce par les pays développés en faveur des pays en voie de développement ou entraînent une réduction du courant de l'aide fournie à ces pays aux fins du développement. Les pays en voie de développement estiment que la crise actuelle appelle une action immédiate et rapide pour éliminer les conséquences défavorables qu'elle a déjà dans le monde. Toutefois, aucune décision ne devrait être prise sans la pleine participation des pays en voie de développement. Ceux-ci expriment le regret que le consensus adopté par le Conseil des gouverneurs du FMI ne mentionne pas les problèmes qui se posent aux pays en voie de développement; les objectifs de toute réforme future du système monétaire international devraient être adaptés aux nécessités de la communauté internationale dans son ensemble.

38. Le nouveau système monétaire devra créer des conditions propres à favoriser l'expansion continue du commerce mondial et à faciliter le transfert aux pays en voie de développement des moyens de financement additionnels, conformément aux objectifs et aux engagements énoncés dans la Stratégie internationale du développement. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept a formulé une série de directives concrètes à prendre pour réaliser une réforme véritable du système monétaire. Au nombre de ces directives figurent l'établissement d'une structure satisfaisante des taux de change maintenus à l'intérieur de marges étroites, la création de liquidités internationales additionnelles dans le cadre du système monétaire international par la création d'un lien entre les droits de tirage spéciaux et les ressources financières additionnelles pour le développement, la création d'un système permanent de garantie contre les pertes de change qui portent atteinte aux réserves des pays en voie de développement, et l'augmentation des droits de vote des pays en voie de développement au Fonds monétaire international. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept a invité le Président de la Conférence de Lima à engager des consultations avec les gouvernements du Groupe des Soixante-Dix-Sept pour envisager l'établissement d'un groupe intergouvernemental qui serait chargé de suivre l'évolution de la situation monétaire internationale, d'évaluer les faits survenant dans le domaine monétaire ainsi que les décisions intervenues qui touchent les intérêts des pays en voie de développement, et de formuler des recommandations en vue d'harmoniser les positions à la troisième session de la CNUCED, y compris la possibilité de réunir une conférence monétaire mondiale.

39. La Réunion ministérielle a souligné que la CNUCED devrait être orientée vers l'action et qu'il faudrait la renforcer dans son rôle de négociation afin qu'elle puisse

remplir les fonctions qui lui reviennent dans l'application des dispositions de la Stratégie. Elle a estimé que les fonctions d'examen et d'évaluation conférées à la CNUCED par la Stratégie internationale du développement devraient demeurer confiées au Conseil du commerce et du développement. Les négociations dans le cadre de la CNUCED devraient avant tout viser à ce que les gouvernements retirent les réserves ou interprétations restrictives qui s'appliquent encore aux dispositions de la Stratégie et à ce qu'ils donnent plein effet à ces dispositions dans les délais prescrits par la Stratégie. Le système d'examen de l'application des recommandations de la CNUCED à sa troisième session devrait être étendu de façon à englober l'examen et l'évaluation des objectifs et des politiques de la deuxième Décennie du développement qui relèvent de la compétence de la CNUCED. La Réunion ministérielle a énoncé en détail les moyens propres à améliorer le mécanisme institutionnel de la CNUCED et a formulé un certain nombre de directives en la matière. Le programme d'action adopté à Lima comprend une série de mesures concertées et simultanées à prendre par les pays en voie de développement, les pays développés à économie de marché, les pays socialistes d'Europe orientale et les institutions multilatérales en vue de favoriser l'expansion commerciale, la coopération économique et l'intégration régionale au sein des pays en voie de développement.

40. Au nombre des questions de fond examinées par la Réunion ministérielle, on relève les problèmes et politiques en matière de produits de base, les articles manufacturés et semi-finis, les ressources financières pour le développement, les invisibles, le transfert des techniques et les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés et des pays sans littoral.

41. La Réunion a reconnu la nécessité d'accorder une attention accrue aux problèmes que pose l'exportation des produits de base des pays en voie de développement. Si la part d'intervention de ces produits dans le total des exportations des pays en voie de développement diminue progressivement, ces produits restent néanmoins une source importante, sinon la source principale, de recettes en devises. Pour ces pays, il est donc indispensable de renverser la tendance actuelle dans ce domaine. Les progrès techniques réalisés dans les pays développés ont abouti à la production d'un nombre croissant de produits synthétiques qui font concurrence aux produits traditionnels. Les problèmes qui en résultent s'aggravent encore du fait des larges fluctuations des prix de nombreux produits et de l'établissement, dans beaucoup de pays développés, de barrières tarifaires et autres. Il importe de souligner que les arrangements préférentiels déjà conclus dans le cadre de la CNUCED ne s'appliquent pas aux produits primaires, ni même aux produits alimentaires transformés. Le programme d'action adopté à Lima énonce une série de mesures nécessaires pour résoudre les problèmes des produits de base. L'accès aux marchés des produits primaires devrait être assuré par l'observation du principe du *statu quo* énoncé au paragraphe 25 de la Stratégie, par la libéralisation des échanges au moyen de l'élimination totale ou partielle des obstacles tarifaires et non tarifaires, y compris les mesures fiscales et l'augmentation du nombre des produits qui bénéficient actuellement d'un traitement de faveur, par l'adoption du principe du partage des

marchés et par l'élaboration d'une politique des prix. Il va de soi que les mécanismes appropriés doivent être établis si l'on veut assurer le respect de ces principes. La stabilisation des prix sur le plan international doit être assurée par des arrangements internationaux relatifs aux produits de base, par l'établissement de consultations et d'une coopération entre pays en voie de développement ainsi que par la création de stocks régulateurs et de réserves de stabilisation, domaine dans lequel les pays développés et le FMI devraient assumer une plus grande responsabilité. Le Secrétaire général de la CNUCED a été prié d'entreprendre une étude sur les moyens d'améliorer les systèmes de commercialisation et de distribution des produits primaires. La Réunion ministérielle a approuvé une série de directives à l'intention tant des pays développés que des pays en voie de développement, en vue d'assurer une meilleure position concurrentielle aux produits naturels par rapport aux produits synthétiques et aux produits de remplacement; ces directives ont également pour objet de veiller à ce que l'écoulement d'excédents et de stocks de réserve ne porte pas atteinte à l'économie des pays en voie de développement. La responsabilité essentielle de diversification de leur production appartient certes aux pays en voie de développement, mais les pays développés devraient les aider en adoptant notamment une politique d'accès à leurs marchés et en apportant à leur économie des aménagements de structure pour permettre l'expansion des importations en provenance des pays en voie de développement.

42. Bien que l'exportation des articles manufacturés des pays en voie de développement ne représente qu'une petite fraction de la valeur du commerce mondial total de ces articles, il est permis d'espérer que les pays en voie de développement deviendront progressivement des exportateurs importants de certains articles manufacturés. La progression la plus rapide a été enregistrée dans le domaine de l'exportation de produits industriels dont la fabrication exige un apport important de main-d'œuvre non qualifiée ou semi-qualifiée et un apport relativement faible de capitaux et de compétence technique. Toutefois, les pays développés donnent à leurs industries concurrencées par les importations d'articles manufacturés en provenance des pays en voie de développement une protection au moins double de celle dont bénéficient leurs industries en concurrence avec les articles manufacturés importés de toutes les autres sources. En octobre 1970, 18 pays développés à économie de marché se sont mis d'accord en vue d'appliquer, le plus tôt possible en 1971, un système généralisé de préférences sans discrimination; malgré cela, on note dans de nombreux pays développés à économie de marché des pressions protectionnistes de plus en plus fortes. Le programme d'action de Lima réclame l'application de tous les accords déjà réalisés en matière de préférences. Il suggère que le Comité spécial des préférences devienne un organe permanent de la CNUCED et qu'il engage le plus tôt possible des consultations et des négociations tendant à améliorer le système des préférences. Il fait également appel aux pays développés pour qu'ils observent le principe du *statu quo* et respectent leur engagement de ne pas élever les barrières tarifaires ou non tarifaires qui existent déjà et de ne pas adopter de mesures qui pourraient aboutir à des répercussions défavorables sur les exportations des pays en voie de développement. Il faudrait mettre au point un mécanisme institutionnel approprié pour que cette question

soit constamment suivie. Les pays développés devraient adopter immédiatement à l'égard de tous les pays en voie de développement, à titre préférentiel et sans exigence de réciprocité, des mesures tendant à supprimer toutes les restrictions quantitatives et autres barrières non tarifaires touchant les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en voie de développement, et ce sans attendre les résultats des négociations multilatérales et générales. La CNUCED devrait créer un groupe intergouvernemental spécial ouvert à tous les pays intéressés et chargé de faciliter les consultations, de proposer des mesures et d'identifier les produits à couvrir par ces mesures. Le programme d'action recommande également que les pays développés prévoient des mesures appropriées en vue de stimuler les importations en provenance des pays en voie de développement, d'éliminer les pratiques commerciales restrictives qui nuisent au commerce des pays en voie de développement et d'avoir recours le plus possible à la sous-traitance, de manière à favoriser le commerce des pays en voie de développement.

43. La pénurie de devises reste un des obstacles majeurs au développement dans la plupart des pays du tiers monde. La Réunion ministérielle de Lima a tout particulièrement insisté sur le fait que les pays développés et les organisations multilatérales doivent augmenter non seulement le volume mais aussi la qualité de leur assistance financière aux pays défavorisés. En 1970, les pays développés ont accepté de transférer des ressources financières aux pays en voie de développement dont le montant net se chiffrerait au minimum à 1 p. 100 de leur produit national brut, mais cet objectif paraît toujours aussi lointain qu'il l'était dix ans plus tôt. Le chiffre du courant net de l'assistance financière reste pour 1970 de 5 milliards de dollars au moins en deçà de l'objectif fixé. Ce qui est plus grave, c'est que tous les transferts enregistrés ne peuvent pas être considérés comme une "aide". Sur le montant total de ces transferts, 6 milliards 800 millions de dollars seulement s'inscrivent au chapitre de l'assistance au développement; le reste, soit plus de la moitié, est constitué par des transferts privés se rapportant aux échanges commerciaux normaux et aux investissements. Si les investissements privés sont inclus dans les transferts globaux pour lesquels l'objectif de 1 p. 100 du produit national brut a été fixé, ils sont, en fait, largement compensés par le courant inverse des revenus d'investissement et du service de la dette.

44. Le programme d'action de Lima fait donc appel aux pays développés pour qu'ils atteignent l'objectif de 1 p. 100 et pour que cet objectif ne comprenne pas les éléments qui ne correspondent pas à l'aide et ne tiennent pas compte des courants inverses des intérêts. Il souligne également qu'il importe d'assurer la stabilité et la continuité du courant d'assistance, qui ne devrait pas être interrompu par les fluctuations intérieures et internationales. Le programme d'action souligne l'importance des ressources fournies par le canal des institutions financières multilatérales, notamment la Banque mondiale, l'Association internationale de développement et le PNUD. Il réclame d'urgence un assouplissement des conditions de l'assistance extérieure. Tous les prêts publics en faveur du développement devraient être fournis aux conditions de l'Association internationale de développement et un accord international devrait immédiatement prévoir l'acceptation de l'objectif suggéré pour les conditions de l'aide dans la décision 29 (II) adoptée par la

CNUCED à sa deuxième session³ ou, à défaut, les taux d'intérêts des prêts publics en faveur du développement ne devraient pas dépasser 2 p. 100 l'an, la durée de ces prêts devrait être au moins de 25 à 40 ans et les délais de grâce ne devraient pas être de moins de sept à dix ans. Le programme d'action réclame également la création au plus tôt d'un fonds multilatéral de péréquation des intérêts et la prise de toute urgence de mesures en vue d'appliquer les principes relatifs au déliement de l'aide au développement que mentionne la décision 29 (II) de la Conférence.

45. Etant donné la situation monétaire actuelle, le Groupe des Soixante-Dix-Sept a accordé une attention particulière à la question de l'établissement d'un lien entre l'attribution de droits de tirage spéciaux et l'octroi de crédits de développement additionnels aux pays en voie de développement. Les pays en voie de développement considèrent ce lien comme le moyen le plus indiqué d'apporter des liquidités nouvelles au système monétaire international. Le programme d'action reconnaît également la nécessité d'instituer un mécanisme spécial destiné à combler les déficits résultant de l'application des mesures visant à libéraliser les échanges et réclame l'adoption d'un plan et d'une date limite pour l'institution d'un mécanisme de financement supplémentaire. Conformément aux dispositions de la décision 31 (II)⁴ de la CNUCED, il faudrait accorder des facilités de financement compensatoires afin de permettre aux pays en voie de développement de contrebalancer les baisses inattendues des recettes d'exportation. En ce qui concerne la charge de plus en plus lourde du service de la dette et les sorties de ressources financières, le programme d'action suggère une révision des critères et procédures de réaménagement de la dette extérieure afin d'assurer qu'il ne gêne pas la planification du développement dans les pays débiteurs. Lorsque les problèmes d'endettement résultent de déséquilibres de structures, les conditions fixées dans le cadre du réaménagement de la dette devraient être les mêmes que celles qui sont considérées comme appropriées dans le cas du financement de base du développement. Les pays développés devraient accepter l'idée de prendre à leur compte les crédits-fournisseurs consentis par les sociétés enregistrées dans leurs territoires et faire en sorte que les crédits à l'exportation soient accordés aux pays en voie de développement selon des critères compatibles avec les objectifs du développement planifiés. Un organe spécial devrait être créé au sein de la CNUCED afin de trouver des solutions pratiques aux problèmes que pose le service de la dette des pays en voie de développement.

46. Les pays en voie de développement estiment que, dans leur organisation actuelle, les transports maritimes et les invisibles qui s'y rattachent limitent beaucoup les possibilités de négociation des chargeurs vis-à-vis des armateurs et constituent un facteur important dans la pénurie de devises des pays en voie de développement. Ils s'estiment lésés par les conférences qui fixent les politiques en matière de taux de fret qui, généralement, sont imposés sans aucune possibilité de négocier. En outre, pour conserver leurs réserves en devises en réduisant leur dépendance à l'égard

des compagnies maritimes étrangères et en acquérant une certaine influence au sein des conférences maritimes, les pays en voie de développement s'efforcent de faire en sorte que leurs flottes puissent assurer une part plus grande des transports maritimes mondiaux. Le programme d'action de Lima reflète le consensus des pays en voie de développement selon lequel ils doivent acquérir une part de la flotte marchande mondiale qui soit en rapport avec leur part d'intervention dans le commerce mondial, avoir une part équitable du transport des cargaisons et des recettes de fret, s'assurer des recettes plus importantes en matière de transports maritimes et réduire ainsi les ponctions opérées sur leurs réserves de devises, réduire les taux de fret, élaborer et appliquer un code de conduite à l'intention des conférences de lignes en vue de protéger les intérêts des chargeurs et des compagnies maritimes des pays en voie de développement, et éliminer toute mesure tendant à limiter l'accès des pays en voie de développement aux moyens de transport maritimes. Le programme d'action de Lima recommande que les pays en voie de développement créent et développent leurs propres marines marchandes et que les pays développés accordent à cette fin une aide financière. Des mesures devraient également être prises en vue d'admettre les compagnies maritimes des pays en voie de développement dans les conférences de lignes, d'aider les pays en voie de développement à développer des flottes de navires-citernes et de vracquiers, d'assurer que les produits qui, pour les pays en voie de développement, revêtent une importance capitale soient protégés contre l'augmentation des taux de fret, et d'établir un mécanisme de consultation à ces fins. Le programme d'action de Lima confirme également le principe selon lequel les pays en voie de développement ont le droit de prendre des mesures propres à faciliter l'absorption, par leurs marchés nationaux d'assurances, d'une partie substantielle et croissante des opérations d'assurances qu'entraînent leurs activités économiques, y compris leur commerce extérieur.

47. Un des plus grands obstacles à l'application de la technique au développement est le coût du transfert et de l'adaptation des techniques aux besoins et conditions des pays en voie de développement. La création au sein de la CNUCED d'un groupe intergouvernemental pour le transfert des techniques d'exploitation aux pays en voie de développement est, de l'avis de ces pays, un premier pas vers la recherche d'une solution globale à ce problème, conformément aux dispositions de la Stratégie. Le programme d'action de Lima énonce les mesures qui devraient être prises par les pays développés et les organisations internationales en vue d'identifier les techniques appropriées, d'améliorer les conditions d'accès à ces techniques, de réduire le coût de leur transfert aux pays en voie de développement et d'améliorer l'application et l'adaptation des techniques dans les pays en voie de développement, surtout dans les moins avancés d'entre eux. Quant à la mise au point de techniques nationales, les pays en voie de développement et les pays développés, ainsi que les organisations internationales, devraient prendre diverses mesures aux niveaux national, régional et international. En moins d'une année, les problèmes des pays les moins avancés ont obtenu un rang de priorité élevé dans les programmes de travail de l'Organisation des Nations Unies. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept a confirmé, sans préjudice d'un examen ultérieur, la liste des 25 pays identifiés par le Comité de la

³ *Ibid.*, annexe 1, p. 43.

⁴ *Ibid.*, p. 46.

planification du développement comme faisant partie du "noyau" des pays véritablement les moins avancés. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept a également pris note des dispositions prises dans le cadre de la CNUCED aux termes de la résolution 82 (XI) du Conseil du commerce et du développement en vue de la révision des critères actuellement employés pour identifier les pays les moins avancés et pour les travaux relatifs aux critères en matière d'identification des pays relativement désavantagés dans une même région géographique, en tenant compte de l'existence de grands secteurs économiques critiques.

48. Le programme d'action identifie les questions et les domaines au sujet desquels des mesures devraient être prises en faveur des pays les moins avancés. Premièrement, en ce qui concerne les produits de base, des mesures devraient être prises en matière d'accords sur ces produits, de diversification économique et d'accès aux marchés. Deuxièmement, il faudrait éliminer les pratiques commerciales restrictives qui portent préjudice aux intérêts de ces pays. Troisièmement, il faudrait donner à ces pays une plus grande assistance financière et technique. Quatrièmement, l'Assemblée générale devrait créer un fonds spécial en faveur des pays les moins avancés. Cinquièmement, des mesures spéciales devraient être prises en vue d'assurer le transfert des techniques à ces pays. Sixièmement, il faudrait accorder une attention particulière à ces pays en matière de transports maritimes et de taux de fret. Septièmement, les pays développés devraient prendre des mesures spéciales de promotion des importations en faveur des pays les moins avancés. Enfin, le Secrétaire général de la CNUCED a été prié d'établir un programme détaillé d'action d'ensemble en faveur des pays les moins avancés et d'établir, au sein de la CNUCED, un groupe intergouvernemental chargé d'élaborer, de mettre au point, d'examiner et d'évaluer des politiques et des projets en faveur des pays les moins avancés.

49. Le programme d'action prévoit également que l'action entreprise ou les mesures spéciales prises en faveur des pays les moins avancés ne devront pas porter préjudice aux intérêts des autres pays en voie de développement mais assurer des avantages légitimes et équitables aux moins avancés d'entre eux. Les mesures spéciales concernant les besoins particuliers des pays en voie de développement sans littoral ont retenu particulièrement l'attention de la Réunion interministérielle. Le programme d'action de Lima suggère une action dans plusieurs domaines conformément aux dispositions pertinentes de la résolution 69 (X) du Conseil du commerce et du développement.

50. Avant de se réunir à Lima, les groupes régionaux s'étaient déjà réunis au niveau ministériel à Bangkok et Addis-Abéba et ils avaient ainsi pu harmoniser leurs points de vue respectifs. La synthèse de ces points de vue se trouve maintenant réalisée dans le programme d'action de Lima. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept pense qu'il devrait constituer une base utile à de véritables négociations avec les pays en voie de développement, auxquelles on pourrait procéder d'ici à la troisième session de la CNUCED. Les pays du Groupe espèrent que le programme d'action de Lima sera examiné attentivement par les pays développés à économie de marché ainsi que par les pays socialistes d'Europe orientale.

51. M. Naik suggère que les consultations officielles intergroupes qui ont commencé à Genève devraient être poursuivies sans délai sous la direction du Secrétaire général de la CNUCED afin d'explorer la possibilité de parvenir, avant la Conférence, à un consensus sur les principaux points inscrits à son ordre du jour. Il est convaincu que les consultations entre les divers groupes peuvent assurer le succès de la troisième session de la CNUCED.

52. M. ČVOROVIĆ (Yougoslavie) déclare que l'examen à la présente session de l'Assemblée générale du rapport annuel du Conseil du commerce et du développement présente une importance particulière. La onzième session du Conseil du commerce et du développement a servi de comité préparatoire pour la troisième session de la CNUCED. Les participants se sont mis d'accord sur différents aspects des préparatifs, y compris les propositions relatives à la date et au lieu où se tiendra la session, de même que sur l'ordre du jour provisoire et l'organisation des travaux de la session. Du fait de ce consensus, on s'est mis d'accord en même temps sur la nature et les objectifs fondamentaux de cette conférence. Les pays en voie de développement, au cours de la dernière session du Conseil du commerce et du développement, de même que lors de leurs réunions ministérielles régionales et au cours de la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept à Lima, se sont efforcés d'harmoniser leurs positions en fonction des objectifs fondamentaux de la troisième session de la CNUCED et de ce qu'on en attend. En conséquence, les participants à la réunion de Lima estiment nécessaire d'insister sur leur déclaration et les principes du programme d'action de Lima, réaffirmant le rôle fondamental de la CNUCED qui, en matière de commerce et de développement, est d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis dans l'exécution de la Stratégie internationale du développement, dans le domaine de sa compétence, de rechercher de nouvelles zones d'accord et d'élargir celles qui existent, ainsi que d'élaborer des conceptions nouvelles et de chercher un accord sur les mesures additionnelles prévues dans la Stratégie internationale du développement. Ce sont également là des objectifs de base que les pays en voie de développement espèrent atteindre à la troisième session de la CNUCED. De longs débats ont eu lieu sur la question de savoir si l'ordre du jour de la troisième session devrait être limité à quelques questions déterminées ou avoir une portée générale. Toutefois, il s'est avéré dès le début qu'il importait avant tout d'inscrire à cet ordre du jour toutes les questions importantes qui ont un effet direct sur les problèmes touchant le commerce et le développement des pays en voie de développement. En même temps, on a estimé qu'il fallait que cet ordre du jour soit réaliste, et l'accord s'est fait sur ces principes.

53. En ce qui concerne les préparatifs détaillés, le document adopté à la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept représente, de l'avis de M. Čvorović, une contribution très importante. Le programme d'action contient des propositions concrètes, tant en ce qui concerne les politiques et les principes généraux que presque chacun des points de l'ordre du jour de la troisième session de la CNUCED. Ce programme d'action reflète l'essentiel des propositions et des demandes que les pays en voie de développement ont déjà présentées dans

différents documents tels que la Charte d'Alger, leurs propositions relatives à la Stratégie internationale du développement et, par la suite, au sein des différents organes de la CNUCED. La délégation yougoslave aimerait souligner un résultat particulièrement important de la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, à savoir les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés ainsi que celles en faveur des pays en voie de développement sans littoral. L'Assemblée générale vient d'adopter il y a quelques jours une très importante résolution [2768 (XXVI)] dans laquelle elle a pris pour la première fois une décision en ce qui concerne l'identification des pays en voie de développement les moins avancés. En même temps, elle a fait un pas important en ce qui concerne l'identification de mesures précises également en faveur des pays les moins avancés. Il est à souhaiter que les propositions relatives à ces mesures, telles qu'elles figurent dans le programme d'action de Lima, seront pleinement reflétées et élaborées plus avant dans le programme d'action détaillé qui sera établi par le Secrétaire général de la CNUCED et soumis à la troisième session de la Conférence. Les participants à la Conférence de Lima ont également commenté de manière plus détaillée deux questions liées aux activités futures de la CNUCED. Il s'agit tout d'abord de celle de l'étude des arrangements institutionnels de la CNUCED, les progrès en ce domaine étant étroitement liés à la nécessité d'améliorer en permanence la structure institutionnelle de la CNUCED. Cette question ne pourra être résolue que lorsque les intéressés feront preuve de la volonté politique nécessaire à une action concrète. Deuxièmement, il s'agit de l'élaboration des procédures et des mécanismes permettant d'examiner et d'évaluer les buts et objectifs et les mesures de politique générale qui sont du domaine de la compétence de la CNUCED. A cet égard, la Déclaration de Lima reflète la conception selon laquelle le processus d'examen et d'évaluation suppose des efforts permanents. En conséquence, il est dit dans la Déclaration de Lima que les fonctions d'examen et d'évaluation confiées à la CNUCED par la Stratégie internationale du développement devraient demeurer confiées au Conseil du commerce et du développement, qui peut s'acquitter de cette responsabilité par l'intermédiaire des grandes commissions, afin de promouvoir les négociations visant à rechercher de nouveaux terrains d'entente et à élargir ceux qui existent déjà. Il faut prendre les dispositions nécessaires pour que ces organes puissent s'acquitter de leurs nouvelles tâches et soumettre leur rapport définitif à l'Assemblée générale par l'entremise du Conseil économique et social.

54. Il ne fait aucun doute que les relations économiques internationales actuelles se sont détériorées, sans que la communauté mondiale ait encore décidé quelles mesures il convenait de prendre pour l'améliorer. Depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale, il s'est produit une évolution regrettable qui s'est manifestée par la crise actuelle du système monétaire et la renaissance de politiques commerciales protectionnistes dans les pays développés. On ne résoudra pas ces problèmes par des solutions partielles. La raison essentielle de cet état de choses est le manque de détermination de la part de la communauté internationale de s'adapter comme il convient à l'évolution des circonstances. Il faudra donc que la

troisième session de la CNUCED prenne des mesures énergiques. De l'avis des participants à la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, cette troisième session sera une occasion nouvelle de faire une tentative collective et déterminée pour redresser effectivement la situation défavorable dans laquelle se trouvent les pays en voie de développement.

55. M. SANTA-CRUZ (Chili) remercie tous les membres de la Deuxième Commission qui font partie du Conseil du commerce et du développement d'avoir choisi la capitale du Chili comme siège de la troisième session de la CNUCED. Il est certain que le peuple et le Gouvernement chiliens se montreront dignes de la confiance qui a été placée en eux, et réaliseront à temps tous les travaux nécessaires pour permettre à la Conférence de se réunir dans les meilleures conditions possibles.

56. Abordant le problème de l'ordre du jour de la troisième session de la CNUCED, qui a fait l'objet de longues discussions à Genève, M. Santa-Cruz se félicite que, malgré toutes les difficultés, il ait été adopté par voie de consensus. Il estime que l'ordre du jour contient des questions essentielles pour les pays en voie de développement et qu'il donnera la possibilité à la communauté internationale d'améliorer leur situation. Outre ses aspects techniques, il a un contenu politique, qui est d'ailleurs nécessaire puisque certains points portent sur les grandes politiques commerciales et de développement. L'ordre du jour provisoire de la troisième session de la CNUCED porte sur des questions variées relatives aux problèmes de développement des pays en voie de développement. Ces problèmes sont encore nombreux, mais il ne faut pas nier les efforts réalisés ces dernières années. Ainsi, la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, bien que n'engageant pas de façon définitive les pays développés, représente un progrès, car elle attire l'attention de la population mondiale sur les besoins des pays en voie de développement. De même, l'application du système généralisé de préférences par les pays membres de la Communauté économique européenne, les pays nordiques, le Royaume-Uni, etc., est positive; cependant elle aurait des résultats plus satisfaisants si elle apportait des avantages égaux à tous les pays en voie de développement, particulièrement aux moins avancés d'entre eux. Il faut également se féliciter de l'adoption par le Conseil de la résolution 82 (XI) sur les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, qui donne une nouvelle dimension aux discussions sur le développement économique et social.

57. Autre fait positif : l'assouplissement de la barrière que constitue le système des transports maritimes. Des progrès ont été réalisés dans ce domaine grâce aux efforts des pays en voie de développement et aux travaux efficaces du Secrétariat pour mettre en marche un système international.

58. L'adoption, par le Conseil, de la résolution 84 (XI) sur les incidences de la situation monétaire internationale actuelle sur le commerce mondial et le développement, en particulier des pays en voie de développement, représente également un fait positif. La grande crise monétaire s'étant

produite au moment de la réunion du Conseil, celui-ci a pu examiner la façon dont les mesures adoptées par les Etats-Unis d'Amérique, notamment la non-convertibilité du dollar, affectaient tous les pays en voie de développement, sans exception aucune. Cette résolution est très importante, d'autant plus qu'elle insiste sur le fait que tous les pays en voie de développement devraient participer pleinement aux consultations et aux négociations concernant la réforme du système monétaire international pour ne plus être victimes de faits et de situations dont ils ne sont pas responsables. De plus, dans cette résolution, le Secrétaire général de la CNUCED est chargé d'engager des consultations avec le Directeur général du Fonds monétaire international et d'effectuer des études concernant les incidences de la situation monétaire internationale actuelle sur le commerce mondial et le développement, en particulier celui des pays en voie de développement. A cet égard, le représentant du Chili regrette que le Secrétaire général de la CNUCED n'ait pas donné d'informations sur le résultat des démarches qu'il a entreprises à ce sujet.

59. M. Santa-Cruz se penche ensuite sur la question de la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, dont les travaux sont bien connus des membres de la Deuxième Commission. M. Santa-Cruz se félicite des résultats obtenus lors de cette réunion, qui a eu lieu à un moment difficile pour la communauté internationale; il insiste particulièrement sur le document établi par le Groupe des Soixante-Dix-Sept, qui contient une déclaration et les principes du programme d'action de Lima, s'inspirant notamment des principes de la Charte d'Alger.

60. Le document du Groupe des Soixante-Dix-Sept, qui a été adopté à l'unanimité, contient un exposé sommaire de la situation du commerce et du développement dans les pays du tiers monde; il énumère les causes traditionnelles du sous-développement économique mentionnées dans la Charte d'Alger et la persistance de tendances économiques indésirables telles que la course aux armements, le colonialisme, la discrimination raciale, l'*apartheid*, l'occupation des territoires d'un autre Etat, et toute sujétion en général. Le Groupe des Soixante-Dix-Sept a réitéré le principe contenu dans la Charte d'Alger, selon lequel les pays en voie de développement sont responsables au premier chef de leur développement économique et doivent déployer tous les efforts nécessaires pour résoudre leurs problèmes, apporter les réformes nécessaires à leurs structures économiques et sociales, mobiliser pleinement leurs ressources de base et assurer la participation de leurs peuples au processus et aux avantages du développement. M. Santa-Cruz insiste ensuite sur le principe établi par la CNUCED à sa première session, selon lequel tout pays a le droit souverain de disposer librement de ses ressources naturelles. Il regrette que ce principe ne soit pas mieux respecté par les pays développés, d'autant plus que sa violation constitue une menace sur la paix et la sécurité internationales et fait obstacle à l'aide apportée à l'ensemble des pays en voie de développement.

61. Le représentant du Chili cite ensuite d'autres principes contenus dans le document, à savoir la promotion d'un transfert massif des techniques aux pays en voie de développement, le droit des pays riverains d'exploiter les ressources des fonds marins, la participation des pays en voie de développement à toutes les opérations invisibles relatives à leur commerce extérieur, le respect du *statu quo* pour les obstacles tarifaires et non tarifaires.

62. Le problème de la situation monétaire a été examiné très sérieusement par le Groupe des Soixante-Dix-Sept et le représentant du Chili espère avoir l'occasion d'en parler de façon détaillée lors de la session en cours de l'Assemblée générale.

63. Dans son document, le Groupe des Soixante-Dix-Sept recommande à l'Assemblée générale des Nations Unies de créer un fonds spécial à l'intention des pays en voie de développement les moins avancés, les ressources de ce fonds devant provenir de contributions volontaires des pays développés et des institutions financières internationales. Ce fonds serait distinct du Fonds d'équipement des Nations Unies, créé par le PNUD, auquel il est regrettable que si peu de pays contribuent.

64. Les pays du Groupe des Soixante-Dix-Sept recherchent un dialogue plus effectif avec les pays à économie de marché et avec les pays socialistes. M. Santa-Cruz se joint au Groupe des Soixante-Dix-Sept qui exprime la conviction, dans sa déclaration, que la troisième session de la CNUCED sera pour les pays en voie de développement et pour les pays développés du monde entier une occasion nouvelle de faire une tentative collective et déterminée pour redresser effectivement la situation défavorable dans laquelle se trouvent les pays en voie de développement. Il souhaite en conclusion que le document du Groupe des Soixante-Dix-Sept soit connu dans le monde entier et estime que c'est à l'ONU qu'il appartient de le diffuser. Il prie le Secrétariat de répondre à cet appel.

65. M. AYOUB (Tunisie) demande que les trois premières interventions, à savoir celles du Secrétaire général de la CNUCED, du Président du Conseil du commerce et du développement et du Rapporteur général de la deuxième Réunion ministérielle du Groupe des Soixante-Dix-Sept, soient publiées en détail dans les comptes rendus analytiques de la séance en cours.

66. Le PRÉSIDENT juge raisonnable de reproduire de façon détaillée les trois discours mentionnés et considérera, en l'absence d'objection, que la Commission fait droit à la demande du représentant de la Tunisie.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 25.